

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

2025_MAINTENANCE_FIBRE_OPTIQUE

l'Acheteur

Direction Interdépartementale des Routes de l'Est

Représentant de l'acheteur (RA)

Responsable du Service Systèmes et Réseaux

Objet du marché

Maintenance de la fibre optique du réseau routier de la DIR-Est

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	<u>4</u>
1-1. Objet du marché et Normes.....	<u>4</u>
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	<u>4</u>
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	<u>6</u>
1-4. Passation des commandes.....	<u>6</u>
1-4.1 Bons de commandes pour interventions programmées :.....	<u>8</u>
1-4.2 Bons de commandes de régularisation suite à un appel pour avarie :.....	<u>8</u>
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>8</u>
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	<u>8</u>
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	<u>9</u>
1-8. Dispositions générales.....	<u>9</u>
1-9. Ordres de service.....	<u>13</u>
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	<u>13</u>
ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	<u>14</u>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>14</u>
3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	<u>14</u>
3-3. Variation dans les prix.....	<u>16</u>
ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	<u>17</u>
4-1. Délai d'exécution.....	<u>17</u>
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>17</u>
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>18</u>
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	<u>19</u>
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	<u>19</u>
5-1. Retenue de garantie.....	<u>19</u>
5-2. Avances.....	<u>19</u>

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	<u>20</u>
ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHE.....	<u>20</u>
7-1. Mise en place du marché.....	<u>20</u>
7-2. Programme d'exécution.....	<u>21</u>
7-3. Conditions d'exécution.....	<u>21</u>
7-4. Conditions d'intervention.....	<u>23</u>
7-5. Procédures d'intervention.....	<u>24</u>
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	<u>26</u>
7-7 Formation.....	<u>26</u>
ARTICLE 8. RÉSILIATION.....	<u>26</u>
ARTICLE 9. CLAUSES TECHNIQUES.....	<u>27</u>
ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	<u>27</u>
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	<u>27</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent la maintenance de la fibre optique du réseau routier de la direction interdépartementale des routes Est:

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- Zone géographique 1 : Service Régional d'Exploitation Grand-Est (SREX-GE) sur les axes suivants : A31, A30, A33, A330, N4, N44, N52, N57, N59, N66, N159, N135, N431
- Zone géographique 2 : Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie Franche-Comté (SREI-FC) sur les axes suivants N5, N19, N57 et N83

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef du SESYR ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;

c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

2. Le chef de CISGT, d'unité ou de cellule pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;

b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;

c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;

d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire
Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par le biais du profil acheteur, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information par le biais du profil acheteur par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai(s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via la messagerie sécurisée par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via la plateforme de dématérialisation sécurisée, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Les stipulations du CCAG sont applicables.

Le délai d'exécution du marché part de sa date de notification.

Le bon de commande précise le délai d'exécution conformément à l'article 13.1.2 du CCAG/FCS

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le Chef du Service Systèmes et Réseaux, son adjoint ou son intérimaire.

Les bons de commande sont adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h00 au vendredi 18h00, par courrier électronique. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de vingt-quatre heures par courrier électronique du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission de l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- Si c'est un bon de commande normal ou de régularisation
- Le type d'intervention demandé
- Si intervention normale ou sur événement bloquant
- La désignation et la catégorie/nature des produits
- La quantité commandée par catégorie/nature
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires
- Le montant par catégorie/nature de produits
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée
- La date de début des prestations
- Le délai d'exécution/de livraison
- La référence du marché (n° d'Engagement Juridique en 13xxxxxxx)
- La référence du bon de commande : n° d'Engagement Juridique en 14xxxxxxx

- Le numéro chorus du fournisseur (titulaire du marché).

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-4.1 Bons de commandes pour interventions programmées :

Le bon de commande est transmis avant l'intervention. Celui-ci précisera les délais d'exécution tel que précisé à l'article 1-4 ci-dessus.

1-4.2 Bons de commandes de régularisation suite à un appel pour avarie :

Les bons de commande de régularisation seront transmis au titulaire suite à une intervention pour avarie selon le format précisé à l'article 1-4 ci-dessus. Ce bon de commande sera constitué sur la base du constat des prestations effectivement réalisées et signé électroniquement par les deux parties. Le constat sera réalisé par le représentant de la DIR-Est ayant suivi les travaux.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloté, les prestations sont réparties en 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	Maintenance fibre optique réseau routier du CISGT MYRABEL
Lot 2	Maintenance fibre optique réseau routier du CISGT VAUBAN

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligations de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.9 du CCAP.

1-6.2. Sites sensibles

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage ou de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer dans les locaux techniques des CISGT et ceux du bord de route sans accompagnement d'un membre de la DIR-Est.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraîneraient tout manquement à cette règle, sans que ce dernier ait à en faire connaître le motif.

1-6.3 Traitement des données à caractère personnel

Par l'application du présent article, le responsable du traitement au sens du règlement européen 2016-679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, sont l'acheteur, le sous-traitant et le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du Travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-8.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être

assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du..... ayant pour objet..... »

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du Travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant

procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a) Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du Code du Travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b) Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du Code du Travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang. Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;

– dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Sous-traitance

La sous-traitance ne peut intervenir qu'en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle de l'entreprise pour laquelle il effectue la demande. .

Tous les documents constituant les actes de sous-traitance seront entièrement rédigés ou traduits en langue française.

Méthodologie de la demande de sous-traitance

Le formulaire de sous-traitance (DC4) signé des deux parties doit être envoyé à l'adresse suivante :

pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr

La signature électronique plus rapide est fortement recommandée.

Pour rappel, la combinaison signature électronique et signature manuscrite est interdite.

En cas de signature manuscrite, le formulaire de sous-traitance « papier » est à envoyer à l'adresse postale suivante :

**Direction interdépartementale des routes Est
BGAM – Pôle administratif
10-16 Promenade des Canaux
BP 82120
54021 Nancy Cedex**

Le montant maximal mentionné sur le DC4 devra être impérativement strictement inférieur au montant du bon de commande.

Il est à noter que dans la mesure où un même sous-traitant devrait effectuer des prestations sur plusieurs bons de commande, il est nécessaire de rédiger un acte de sous-traitance pour chaque bon de commande.

Le nouveau formulaire et la nouvelle notice explicative du DC4 sont joints au DCE.

1-8.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-8.6. Clauses sociales et environnementales

1-8.6.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-8.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n° 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent les prescriptions environnementales :

- Gestion des déchets électroniques : mettre en place un programme systématique des équipements fibres obsolètes.
- Réduction de l'empreinte carbone : utilisation de véhicule hybride ou électrique pour les équipes de maintenance.
- Approvisionnement responsable : privilégier les équipements fabriqués avec des matériaux recyclés ou durables.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- La liste des prix ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses 7 annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché et avenants éventuels.

Pièces non contractuelles :

- Les documents financiers

ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Le titulaire est tenu d'aviser l'acheteur de la date probable à laquelle le montant des prestations atteindra le montant du marché. Il ne pourra exécuter aucune prestation au-delà de ce montant sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le représentant de l'acheteur.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant de l'acheteur.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. Les règlements se feront après admission des prestations sous la forme d'un état de règlement établi par le service liquidation du BGAM.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché : 13 xxxxxxxx
- Le numéro de SIRET de l'État : 11 000 201 100 044
- Le code du service exécutant de la dépense : CGFB200067
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) :140xxxxxxx

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et par dérogation à l'article 15.3 du CCAG aux primes.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

Les index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

TP12d : Réseaux de communication en fibre optique

ICHT-IME : Coût horaire du travail tous salariés

Ils sont publiés sur le site internet à l'adresse <https://insee.fr/fr/statistiques/>

3-3.4. Modalités de révision des prix

En complément de l'article 10.2.3 du CCAG l'arrondi est appliqué au résultat final.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = [(0,50 \times (ICHT-IME_n / ICHT-IME_0))] + [(0,50 \times (TP12d_n / TP12d_0))]$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence **I** prise à la date de la notification du marché;

I_n = Valeur de l'index de référence **I** prise à la date anniversaire du marché.

La révision des prix est calculée à la date anniversaire de la notification du marché. Toutes les commandes émises par l'acheteur à partir de la première reconduction, feront apparaître la valeur de révision.

L'acheteur présentera au titulaire un ordre de service lui notifiant le coefficient de révision qui sera appliqué sur une année d'exercice à compter de la date de notification du marché.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total HT du marché.

4-1. Délai d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les lots.

4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention

Sans objet.

4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée de rétablissement

En cas de dépassement de la durée d'intervention et sans mise en demeure préalable, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

4-3.3. Pénalité pour indisponibilité

Sans objet

4-3.4. Retenue pour non remise de documentation

A chaque fin d'intervention un compte rendu avec ou sans plan de recollement est demandé. Une retenue de 100 € sera appliquée pour non remise de ces documents

4-3.5. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non-respect des obligations en matières de sécurité des travailleurs ou des usagers le titulaire subi une pénalité forfaitaire de deux cents 200 € par obligation.

4-3.6. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

4-3.7 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €

4-3.8 Pénalités pour non respect du traitement des données personnelles

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-3.9. Pénalités pour non respect des prescriptions d'exploitation

En cas de non-respect des prescriptions d'exploitation le titulaire subi une pénalité forfaitaire de cinq cents 1 000 € par obligation.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les modalités de règlement de l'avance répondent à l'option A du CCAG service.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé au paragraphe 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement débutera dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, dès lors que le

titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Mise en place du marché

Dans le mois suivant la notification du marché, une réunion de préparation sera organisée par la DIR-Est. Lors de cette réunion, seront abordés les sujets suivants :

De la part de la DIR-Est :

- Constitution d'une matrice de contacts de la DIR-Est avec numéro de téléphone et adresse de messagerie.
- Liste des documents à fournir à l'entreprise pour prise en compte de l'ensemble des informations techniques relatives au réseau fibre optique
- Rappel des procédures administratives (commandes, facturation Chorus, etc.)
- Transmission des documents pour les autorisations de circuler à pied sur autoroute
- Prévention des risques en milieu autoroutier :
 - Rappel de la procédure DIR-Est

- Préparation plan de prévention annuel pour répondre aux interventions non programmées

De la part du ou des titulaires :

- Constitution d'une matrice de contact de l'entreprise avec numéros de téléphone et adresse de messagerie
- Organisation du pilotage du marché, présentation de l'outil de suivi des interventions
- Fourniture du numéro d'appel 24/7
- Présentation d'un modèle d'accusé de réception suite à appel/mail pour une avarie

7-2. Programme d'exécution

Sans objet.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Dispositif de sécurité

Se référer à l'Article 9 du CCTP.

7-3.2. Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

Sans objet.

7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Se référer à l'article 9 du CCTP

7-3.5. Maintien des communications

Sans objet.

7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.
-

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ; Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ; Les équipements de manutention ; Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ; Les protections ; Les meubles vestiaires ; Les matériels de télécommunication ; Les tenues de travail ; Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie walkie...) ;

7-3.7. Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

A - Prise en charge des installations

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de l'acheteur.

B – Restitution des installations

Aucune stipulation particulière.

C – Prise en charge et restitution de la documentation des installations

Aucune stipulation particulière.

7-3.9. Documentation technique

Sans objet.

7-3.10. Revendications des tiers

Sans objet.

7-4. Conditions d'intervention

7-4.1. Nature des interventions

Les interventions sont de deux types :

1. Programmées
2. Non programmées

7-4.2. Initiatives

Les interventions qu'elles soient programmées ou non sont toujours déclenchées par l'acheteur.

7-4.3.Période

Les interventions s'effectuent à l'intérieur des plages horaires définie ci-après et appelées « période d'intervention » :

Interventions	Périodes
Interventions programmées	De 8h00 à 18h00, du lundi au vendredi, week-end et jours fériés exclus
Interventions hors heures et jours ouvrés	24h/24 et 7j / 7 y compris week-end et jours fériés.
Interventions de nuits	De 21h00 à 5h00.

7-4.4.Délais d'interventions

Intervention programmée :

Le délai et la durée d'intervention sont stipulés dans le bon de commande.

Interventions non programmées:

Ces interventions sont déclenchées suite à des avaries constatées par la DIR-Est. L'intervention doit être immédiate, elle débute par l'accusé de réception de l'appel du client par le titulaire, suivi

d'un e-mail avec accusé de réception.

En fonction du type d'avarie bloquante ou non les durées de rétablissement que le titulaire doit respecter sont différentes. (cf article 7-5-6)

7-4.5. Durées de rétablissement

Voir tableau au §7-5-6 ci-dessous

7-4.6. Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions

Le titulaire doit se conformer à la sécurité en milieu routier. Il doit respecter le Code du travail ainsi que les directives de la DIR-Est stipulées au §9 du CCTP du présent marché.

7-4.7. Documents à établir après intervention

Le titulaire doit rédiger un compte-rendu d'intervention qui devra contenir :

- L'accusé de réception de l'appel tels que stipulé au § 7-5.2
- Le détail des travaux effectués
- Les plans de recollement si modification du linéaire fibre ou travaux de génie-civil
- La date et heure de fin d'intervention

7-5. Procédures d'intervention

7-5.1. Demande d'interventions programmées

Le MOA ou le MOE prend contact avec le titulaire afin de programmer l'intervention.

7-5.2. Demande d'interventions non programmés

À la découverte d'une avarie, le mainteneur est contacté par téléphone et rédige un accusé de réception de la demande d'intervention qui sera transmis impérativement par message, sur une fiche récapitulative à la personne appelante ainsi qu'une copie au SeSyR. Afin d'être facilement joignables, le titulaire dispose d'un numéro d'appel unique joignable 24 h/24, 7 j/7 ainsi qu'une adresse de messagerie dédiée. Ce numéro d'appel et l'adresse seront fournis lors de la réunion zéro par le titulaire.

L'accusé de réception de la demande d'intervention devra contenir à minima :

- nom prénom de la personne appelante,
- date et heure de l'appel,
- nom prénom de la personne ayant reçu l'appel,
- le type d'avarie (bloquante / non bloquante),

- le lieu de l'intervention,
- la description de l'anomalie rencontrée
- La personne prenant en charge l'intervention

7-5.2-1. Modalités d'intervention suite à une avarie identifiée

Lors d'une panne identifiée par la DIR-Est, le temps de rétablissement commence à la demande d'intervention.

7-5.2-2. Modalités d'intervention suite à une avarie non identifiée

Le rétablissement doit être effectif dans les délais (Cf Tableau §7-5-6). Si une réparation définitive ne peut être effectuée dans le temps imposé, le titulaire doit effectuer une réparation palliative dans les délais fixés dans le tableau ci-dessous.

Afin d'arriver à une situation définitive, le titulaire transmet un rapport à la DIR-Est, ainsi qu'une proposition de solution chiffrée basée sur la liste des prix du marché. Une commande sera effectuée par la DIR-Est selon la procédure du § 1-4.

Lorsque la réparation est définitive, un rapport est rédigé en fonction de l'article 7-4-7.

7-5.3. Définition des anomalies

Le niveau de l'anomalie (bloquant ou non bloquant) sera défini par le représentant de la DIR-Est lors de l'appel.

7-5.6. Délais de rétablissements

Les délais de rétablissement sont fonctions du type d'avarie exprimé lors de la demande d'intervention.

Type d'avarie	Origine	Délais de rétablissement
Bloquante	Tous types de matériel facilement interchangeable	24 heures
	Support filaire	24 heures
	Tous types de matériel facilement interchangeable	48 heures
Non bloquante	Support filaire	7 jours

Le titulaire accepte sans réserve les délais d'intervention et de remise en service correspondant à chaque catégorie d'incident. Le délai de rétablissement sera dépendant des conditions de sécurité qui pourront être mises en œuvre pour l'intervention. Il pourra être prolongé dans ce sens.

Tout retard fait l'objet d'un constat rédigé par le responsable d'intervention de la DIR-Est, qui donnera lieu à l'application des pénalités mentionnées au § 4 ci-dessus.

Les délais de remise en service sont décomptés à partir de l'accusé de réception d'un appel rédigé par le titulaire, (procédure au §7.5.2).

7-5.7. Période d'interventions

Voir paragraphe 7-4.3

7-5.8. Rapport d'intervention

Toutes les interventions réalisées par le titulaire font l'objet d'un rapport d'intervention détaillé qui est remis au CISGT. Une copie est également remise au SeSyR/PASR sous 48 h maximum. Un plan de recollement sera systématiquement joint au rapport si un dévoiement ou du génie civil a été effectué.

7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Prévention concernant les interventions programmées :

Se référer à l'article 9 du CCTP.

Prévention concernant les interventions non programmées :

Du fait de l'imprévisibilité des interventions non-programmées, la DIR-Est et le titulaire établiront un Plan de Prévention (PP) annuel sur lequel seront stipulés tous les risques susceptibles d'être encourus. Il aura le format tel que stipulé dans l'article 9 du CCTP.

7-7 Formation

Sans objet.

ARTICLE 8. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du

marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG. Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 9. CLAUSES TECHNIQUES

Voir CCTP.

ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4 .1 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.2 CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 CCAG